

compatriotes jouissent de normes de vie sans cesse plus élevées. Sans doute, savent-elles qu'elles ont bénéficié autrefois d'une aide, mais elles estiment à bon droit que leur revenu devrait augmenter afin qu'elles puissent participer à certains des avantages dont profitent aujourd'hui d'autres catégories de Canadiens.

Tous, nous avons entendu bien des représentations sur ce point. Les personnes âgées, ou des organismes qui les représentent dans l'ensemble du pays, nous ont écrit pour nous faire part de la situation actuelle. Quelques-unes de nos provinces ont reconnu l'existence du problème et offrent désormais des allocations supplémentaires aux personnes âgées, pour leur permettre de faire face à une vie sans cesse plus chère. Dans ma propre province de Colombie-Britannique, cette pension supplémentaire est de \$24 par mois, ce qui pallie les difficultés de façon appréciable. Nous espérons que bientôt le gouvernement voudra bien adopter des mesures législatives utiles aux gens aux prises avec des difficultés d'ordre économique. Je songe aux anciens combattants, aux fonctionnaires en retraite et à diverses catégories de citoyens qui subsistent à grand peine, car ils n'ont que des pensions dont le montant a été arrêté il y a déjà plusieurs années.

On a soutenu qu'autrefois cette question avait été prétexte à tirades politiques; malheureusement, c'est exact. Les politiciens ont pratiqué une sorte de vente aux enchères électorales avec l'espoir de s'assurer les votes de nos personnes âgées. Le moment est venu d'agir et d'adopter des mesures dont profiteront les intéressés. Nous savons tous que dans un pays comme le nôtre il est aisé de subvenir aux besoins de ceux qui ont contribué à la croissance du Canada, mais qui n'ont pu mettre de côté ce qu'il fallait pour leurs vieux jours. J'estime qu'actuellement, la question est pressante, urgente; par conséquent, nous sommes très heureux que cette mesure soit présentée dès aujourd'hui.

La méthode de financement, toutefois, est discutable. Nous ne croyons pas qu'une augmentation des impôts soit nécessaire ni désirable.

M. Woolliams: Comment financeriez-vous cela?

M. Patterson: Nous sommes d'avis que les recettes du Trésor fédéral suffiraient si l'on accordait l'attention voulue aux moyens de financement et aux politiques monétaires relatives aux exigences du pays. Par conséquent, tout en appuyant sans hésiter la proposition visant à augmenter cette pension à \$75, nous suggérons que l'on étudie avec soin la question du financement. Si le gouvernement est persuadé qu'il faut augmenter les impôts, nous

croyons qu'on ne devrait prélever que des recettes supplémentaires suffisantes ou imposer des impôts suffisants pour couvrir le coût réel d'administration dans cette situation particulière. Il arrive souvent qu'au lieu de ne percevoir que le revenu suffisant pour couvrir des dépenses supplémentaires, on exige de nouvelles recettes pour autre chose et l'on obtient ces dernières en vertu de ces diverses mesures. Par conséquent, monsieur le président, nous n'avons pas l'intention de discuter plus longtemps de ce sujet au stade de la résolution. Nous attendons avec impatience la présentation de la mesure et divers membres du groupe prendront part au débat et feront des critiques constructives à cet égard.

M. Knowles: Monsieur le président, au nom de mon parti, je tiens à dire combien nous nous réjouissons de voir la Chambre saisie du projet de résolution selon lequel la pension versée en vertu de la loi sur la sécurité de la vieillesse serait portée à \$75 par mois. Nous sommes également heureux que, dès la reprise de la session, on aborde l'étude de cette mesure. Je veux préciser qu'en exprimant une telle satisfaction, je n'ai pas de larmes à sécher. A quoi bon insister sur le fait que le gouvernement a changé son fusil d'épaule, fait volte-face ou que sais-je encore? Ce qu'il faut retenir, c'est que dès le 18 juillet dernier, nous, les membres de l'opposition, appuyés d'ailleurs, me semble-t-il, par les membres du gouvernement, avons commencé à inciter le gouvernement à ne pas retarder l'entrée en vigueur de cette augmentation de \$10. Nous avons tout fait pour qu'elle soit mise en application le plus tôt possible.

Le gouvernement se décide maintenant à agir, et c'est tout à son honneur. Sans doute a-t-il changé d'idée ou appelez cela comme vous voudrez, mais nous nous réjouissons de voir qu'on ne va plus tarder à augmenter la pension versée aux termes de la loi sur la sécurité de la vieillesse. J'ose croire que nous allons pouvoir cesser de nous en prendre au gouvernement d'avoir fait précisément ce que l'ensemble de la Chambre voulait lui faire faire.

L'hon. M. Churchill: L'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

M. Knowles: Bien volontiers.

L'hon. M. Churchill: Pendant combien de temps désire-t-il faire l'éloge du gouvernement?

M. Knowles: Si l'honorable représentant a l'occasion de prendre la parole au cours du débat, il pourra peut-être élucider cette question, car je n'en saisis pas du tout la signification.

Je puis dire, monsieur le président, que nous espérons que le gouvernement étudiera